APRÈS LA CONDAMNATION D'OSWALD HOMEKY À 20 ANS DE RÉCLUSION CRIMINELLE P. 02

L'UP LE RENOUVEAU FACE À LA QUESTION DES SANCTIONS INTERNES

N° 244 du mardi 11 février 2025

L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lemblemedujour@gmail.com - Tél : +229 0195534395

CLARIFICATION SUR L'ORGANISATION DU MEETING DU PARTI LES DÉMOCRATES À ABOMEY-CALAVI

LE MAIRE AHOUANDJINOU DÉMENT ET REJETTE LES ACCUSATIONS DE MITOKPÊ

P. 03

PRÉSIDENTIELLE 2026 AU BÉNIN P. 03

Janvier Yahouédéou redoute l'après-Talon

ENTRETIEN GRAND FORMAT DU DIMANCHE SUR BIP RADIO P. 07

Honoré GUIGUI : des réformes pour un quotidien meilleur

FLAMBÉE DES PRIX DU TISSU WEMEXWE 2025 P. 07

Antoine BONOU appelle à l'unité et à la mobilisation

APRÈS LA CONDAMNATION D'OSWALD HOMEKY À 20 ANS DE RÉCLUSION CRIMINELLE

L'UP LE RENOUVEAU FACE À LA QUESTION DES SANCTIONS

L'affaire Oswald Homeky continue de faire des remous sur la scène politique nationale. Après la condamnation de l'ancien ministre des Sports à 20 ans de réclusion criminelle, l'Union Progressiste Le Renouveau (UP Le Renouveau) se retrouve face à une question délicate : celle de l'application des textes du parti à l'un de ses membres influents.

Une condamnation lourde aux conséquences politiques

Oswald Homeky, membre du Bureau politique national et de la Direction exécutive nationale du parti, a été reconnu coupable dans une affaire qui a profondément secoué l'opinion publique. Cette condamnation soulève inévitablement la question de son avenir politique au sein de l'UP Le Renouveau, un parti qui se veut rigoureux dans l'application de ses principes et de sa discipline interne.

L'heure des décisions pour l'UP Le Renouveau

Selon les statuts et règlements du parti, tout militant reconnu coupable d'une infraction grave peut faire l'objet de sanctions internes, pouvant aller de la suspension temporaire à l'exclusion définitive. L'instance dirigeante du parti se trouve donc face à une décision cruciale : appliquer sans concession ses textes ou privilégier une approche plus conciliante.

Les réactions au sein du parti sont partagées. D'un côté, certains militants estiment que le respect des règles internes impose une sanction exemplaire, afin de préserver l'image et la crédibilité du parti. D'un autre, certains cadres prônent la prudence et appellent à une analyse approfondie de la situation avant toute prise de décision.

Un test pour la gouvernance interne du parti

L'affaire Homeky constitue un véritable test pour l'UP Le Renouveau. La manière dont la direction gérera ce dossier pourrait impacter la perception du parti auprès de l'opinion publique et de ses militants. Une décision trop laxiste risquerait d'être perçue comme un manque de fermeté face aux exigences éthiques, tandis qu'une exclusion rapide et radicale pourrait diviser les rangs.

Quelle que soit l'issue, cette affaire rappelle aux formations politiques l'importance d'une gouvernance interne fondée sur des principes clairs et appliqués avec cohérence. Les prochains jours seront déterminants pour l'UP Le Renouveau, qui devra trancher entre fidélité à ses textes et gestion des sensibilités internes.

Emeric Joël ALLAGBE

MEDIAS AU BENIN

Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lemblemedujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lemblemedujour.com,
faites comme chez vous.

www.lemblemedujour.com

L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lemblemedujour@gmail.com - Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577

N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : lemblemedujour@gmail.com

TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION

ETS EMERIC PRODUCTION

RCCM RB/PNO/09A848

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Eméric Joel ALLAGBE

+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40 / 01 44 90 46 40

RÉDACTION

Marcus KOUDJENOUME

+229 01 97 73 97 61

MONTAGE ET GRAPHISME

Mayass M. NOUMON

+229 01 96 13 84 84

PRÉSIDENTIELLE 2026 AU BÉNIN

Janvier Yahouédéou redoute l'après-Talon

Alors que l'élection présidentielle de 2026 au Bénin approche, les prises de position se multiplient au sein de la classe politique. Parmi les voix qui s'élèvent, celle de Janvier Yahouédéou retient particulièrement l'attention. L'homme politique et entrepreneur a récemment exprimé son attachement au bilan du président Patrice Talon, affirmant qu'il « regretterait amèrement » son départ à l'issue de son second mandat.

Selon lui, le chef de l'État a insufflé une dynamique de transformation qui a profondément marqué le pays, notamment dans les domaines économiques et structurels. « Le Bénin a connu une stabilité et une modernisation sans précédent sous son leadership. Il sera difficile de trouver un successeur capable de poursuivre cette trajectoire avec la même rigueur », a déclaré Yahouédéou.

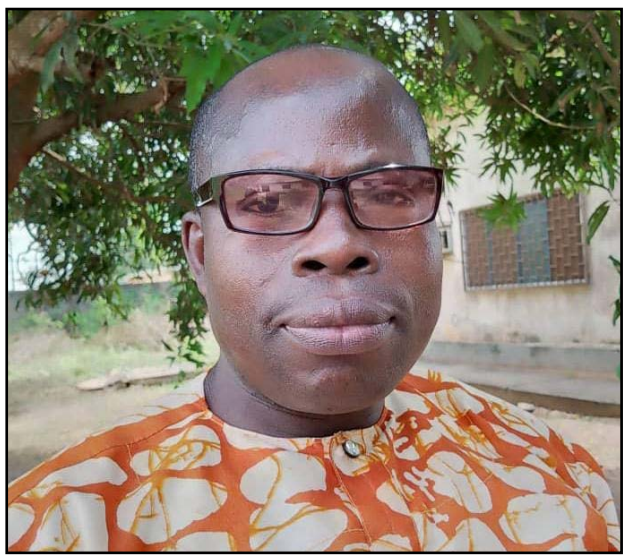
Toutefois, il reconnaît que la démocratie suit son cours et que le pays devra se préparer à un nouveau chapitre politique. La question du futur candidat qui prendra la relève reste ouverte et suscite déjà de nombreuses spéculations.

Avec ces déclarations, Janvier Yahouédéou se positionne comme un défenseur du bilan du président sortant, tout en laissant planer le suspense sur ses propres ambitions pour 2026. Reste à voir comment la scène politique évoluera dans les mois à venir.

Emeric Joël ALLAGBE

DR JUSTICE - AMOUR MAWOUTON SUR LE FÁ 2025

Quand la politique sème la méfiance



La polémique autour de l'interprétation du tofá 2025 met en lumière une réalité troublante : l'instrumentalisation des croyances et des traditions à des fins politiques. Cette situation ne doit pas seulement nous inquiéter, elle doit aussi nous interpeller sur l'état d'esprit qui domine au Bénin.

Une fracture entre l'identité et les valeurs

Être béninois ne se limite pas à une appartenance biologique, c'est aussi un état d'esprit. Malheureusement, cet esprit est souvent gangrené par des logiques individualistes, où l'intérêt personnel prime sur le bien commun. Solidarité de façade, jalousie, rivalités occultes et manipulations sont devenues monnaie courante, y compris dans les sphères religieuses.

Les exemples ne manquent pas : certains prêtres vodoun auraient utilisé des pratiques occultes pour nuire à leurs confrères, frustrés de ne pas avoir reçu leur part de subventions sous l'ère Yayi.

De même, dans l'administration, il n'est pas rare d'entendre des responsables encourager la compromission plutôt que l'engagement pour la vérité et la justice.

La politique et la vérité : un divorce acté ?

L'affaire tofá révèle un paradoxe : en politique, la vérité semble facultative. Les discours sont modelés non pas sur la réalité, mais sur des intérêts stratégiques. Qui croire alors ? Comment distinguer les dirigeants sincères des opportunistes ?

Au-delà de la politique, cette crise de valeurs touche toute la société. La recherche effrénée du gain personnel éclipse les principes d'honnêteté et de justice. Or, comment espérer un véritable développement si les citoyens eux-mêmes rejettent la vérité et sacrifient l'intérêt général sur l'autel de l'égoïsme ?

Un appel à un sursaut moral

Face à ce constat, il devient urgent de reconstruire un socle éthique solide. Les dignitaires religieux et les intellectuels – philosophes, sociologues, juristes – doivent s'unir pour définir des limites aux pratiques occultes destructrices et encourager un changement profond des mentalités. Si le Bénin aspire réellement au développement, il doit d'abord s'attaquer à son sous-développement mental. Cela passe par une prise de conscience collective et une réhabilitation des valeurs de vérité, de justice et de solidarité. Comme le disait Saint Paul : "Nous sommes libres, mais tout n'est pas bon pour nous."

EJA

CLARIFICATION SUR L'ORGANISATION DU MEETING DU PARTI LES DÉMOCRATES À ABOMEY-CALAVI

Le maire Ahouandjinou dément et rejette les accusations de Mitokpê

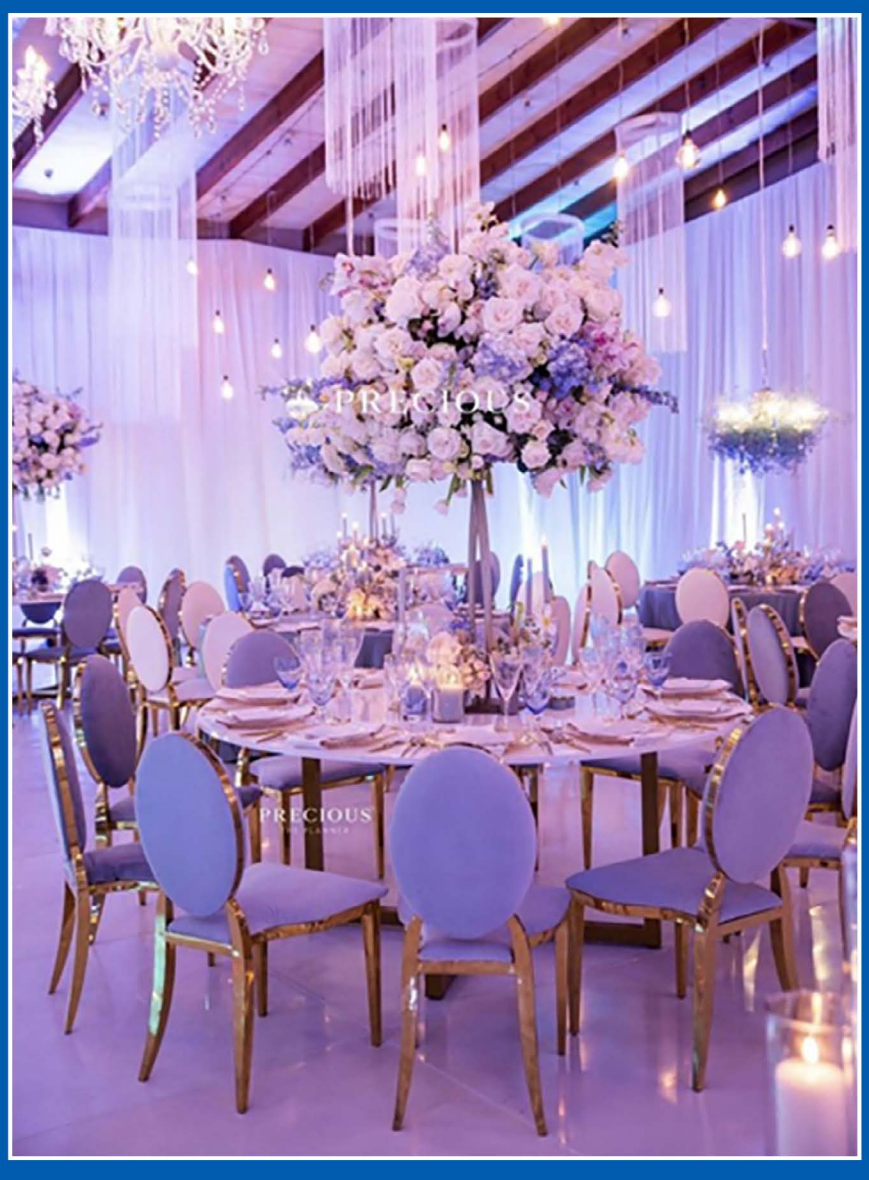
Dans un esprit de transparence et de respect des règles administratives, le maire d'Abomey-Calavi, Angelo Évariste Ahouandjinou, a tenu à clarifier les raisons ayant conduit à l'empêchement du meeting de reddition de comptes du parti Les Démocrates.

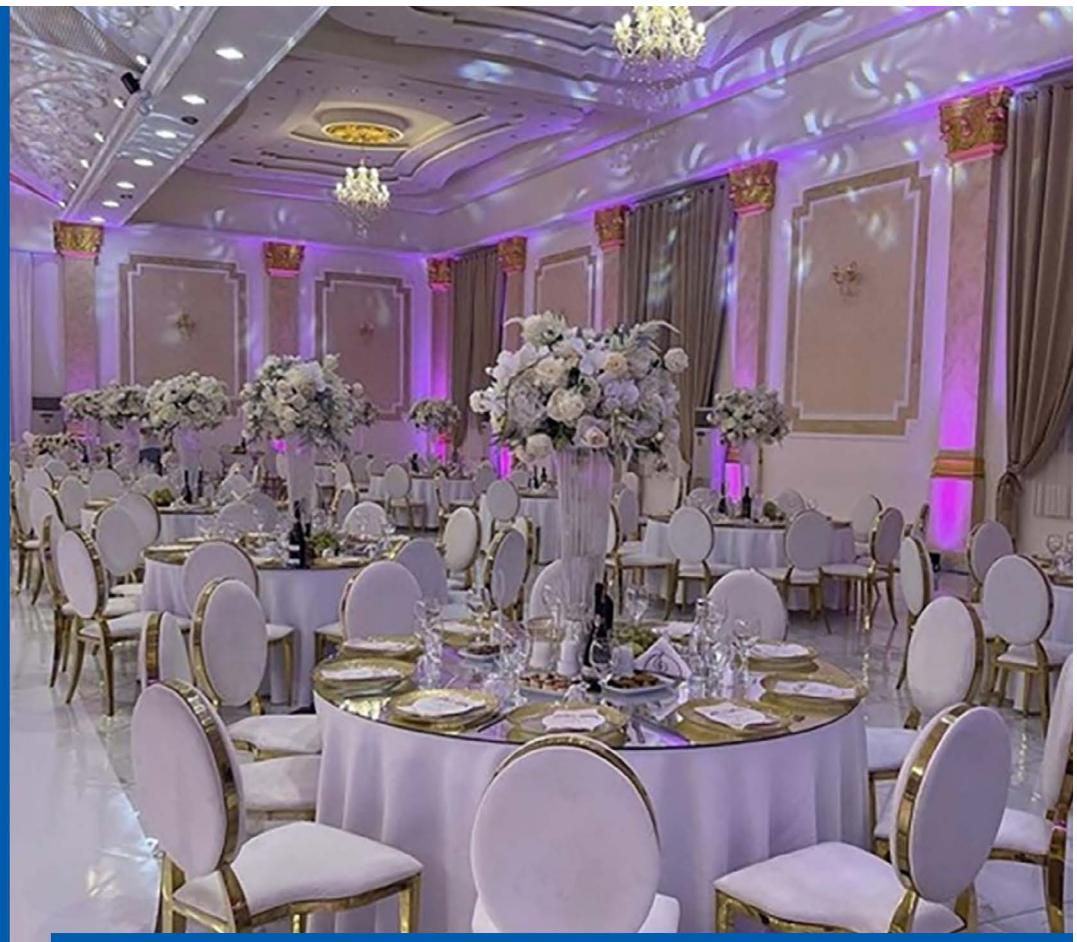
Selon l'édile, le parti n'avait pas rempli toutes les formalités nécessaires à l'obtention de l'autorisation requise. Dans un souci de sécurité et d'ordre public, la mairie avait suggéré un autre lieu plus adapté pour l'événement, afin d'assurer un meilleur encadrement.

Angelo Ahouandjinou a toutefois rappelé que la municipalité ne saurait s'opposer aux activités d'un parti politique légalement reconnu, dès lors que les règles établies sont respectées. Cette position reflète son engagement constant en faveur d'une gouvernance transparente et du respect des principes démocratiques à Abomey-Calavi.

EJA

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE





EMERIC Production

ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE

98904640 / 44904640

Souhaitez-vous organiser un séjour dans un cadre idéal, original et complètement autonome?

Voulez-vous accueillir dans écrin de nature (mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque, séjour en famille et autres types de manifestations...)?

ELONA HOUSE RESTE À VOTRE DISPOSITION POUR LE CADRE ADÉQUAT

Porto-Novo, Djassin Houinvié - Tokpota

+229 01 98 90 46 40 / 01 55 49 99 99

+229 01 95 53 43 95 / 01 55 50 07 07

DES ÉCOLES ET COLLÈGES DOTÉS EN MOBILIERS SCOLAIRES

240 tables-bancs pour 5 collèges et 16 écoles primaires publiques à Pobè

(Une réaction spontanée du Maire Simon DINAN et de son conseil communal face aux préoccupations des enseignants)

Le manque de tables et de bancs dans les salles de classe est désormais un souvenir révolu pour les élèves et écoliers de Pobè ! Convaincu que chaque enfant a droit à des conditions d'apprentissage optimales, le Maire Simon Adébayo DINAN, avec le soutien du conseil communal et des cadres de l'administration communale, a déployé des ressources pour équiper les écoles et renforcer le système éducatif.

L'éducation étant une priorité, le conseil communal mène chaque année une action forte en faveur des écoles de Pobè. Pour 2025, plusieurs initiatives sont annoncées pour améliorer les conditions d'apprentissage. C'est dans cette dynamique que, ce lundi 10 février 2025, plusieurs établissements scolaires en manque d'équipements ont bénéficié d'un important lot de tables-bancs. Chaque arrondissement a reçu, en fonction de ses besoins, au moins une dizaine d'unités pour ses écoles et collèges.

Le Secrétaire Exécutif de la mairie de Pobè, exprimant sa satisfaction, a qualifié cette journée de « moment heureux pour l'enseignement », tout en exhortant les bénéficiaires à faire un usage responsable des mobiliers.

Cette dotation a concerné plusieurs établissements bien ciblés dont les écoles primaires publiques d'Ahoyéyé, Eguélou, Igbo-Oko, Oko-Illakpo, Ketty, Itchakpo, Igbo-Ossou, Gbanago, Oké-Ola A et D, Zone résidentielle A, Pobè C, Igbodogui, Oké-Ata C, Towé Centre A et B au niveau primaire et les CEG Onigbolo, CEG 2 Pobè, CEG 3 Pobè, CEG Towé et CEG Igbo-Ocho au niveau secondaire.

Prenant la parole au nom des bénéficiaires, M. Saliou OLLALANDOU, Directeur du CEG 2 Pobè et Président du collectif des directeurs de Pobè, a exprimé sa gratitude et celle de ses collègues envers l'autorité communale « Votre soutien est une aide précieuse qui vient soulager nos élèves, souvent contraints de s'asseoir à quatre voire cinq par table. Cet acte de générosité marquera les esprits et impactera positivement les performances scolaires. L'écho de votre engagement dépassera les frontières de Pobè et incitera d'autres bonnes volontés à vous emboîter le pas » a-t-il déclaré.

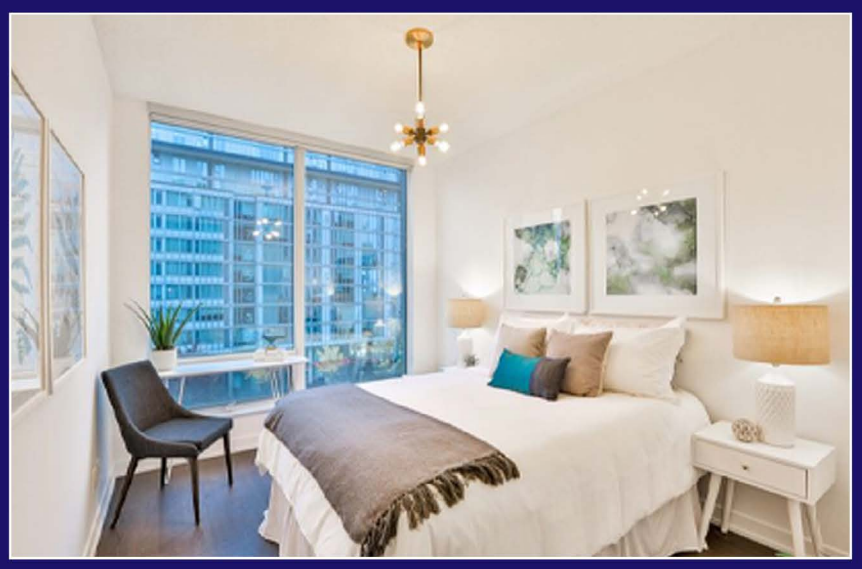
Le Directeur départemental des enseignements secondaire, technique et de la formation professionnelle (DDESTFP) du Plateau, Dr Raphaël HOUNKANRIN, a également salué cet effort qui vient combler un besoin crucial. Il a souligné que « grâce au Maire, des élèves qui s'asseyaient sur des briques auront enfin un confort propice à l'apprentissage ». Il va rassurer l'autorité de ce que ces mobiliers seront bien entretenus pour garantir la pérennisation des actions du genre.

Les témoignages de satisfaction et de reconnaissance n'ont cessé d'affluer tout au long de la cérémonie. Le Maire Simon Adébayo DINAN, fier de l'impact de cette action, a promis de poursuivre et d'intensifier ses efforts. Il a notamment annoncé une prochaine dotation en équipements pour les cantines scolaires, une nouvelle accueillie par des tonnerres d'applaudissements.

Par cette action, le conseil communal de Pobè prouve une fois de plus son engagement en faveur du développement local, à travers une gouvernance participative et inclusive. Les enseignants, reconnaissants, appellent de vive voix à la poursuite de cette dynamique, pour un développement éducatif et durable de la commune.

Wilfrid Odjougbélè FACHINAN

APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS



EMERIC Production

FENOU GUEST HOUSE

APPARTEMENTS & CHAMBRES MEUBLÉS

98904640 / 44904640

Pour les voyageurs qui aiment se sentir partout comme chez eux, l'appartement est l'hébergement idéal. Les groupes et les familles peuvent profiter des chambres et de la cuisine pour s'isoler ou se retrouver autour d'un repas pour planifier les activités du lendemain.

LES APPARTEMENTS SONT DISPONIBLES POUR DE COURTS OU LONGS SÉJOURS

Porto-Novo, Djassin Houinvié - Tokpota - Dowa

+229 01 98 90 46 40 / 01 55 49 99 99

+229 01 95 53 43 95 / 01 55 50 07 07

ENTRETIEN GRAND FORMAT DU DIMANCHE SUR BIP RADIO

Honoré GUIGUI : des réformes pour un quotidien meilleur

Le député Honoré GUIGUI était l'invité de l'entretien grand format du dimanche 26 janvier 2025 dernier. Lors de cet échange, il est revenu sur les réformes législatives adoptées lors de la deuxième session ordinaire à l'Assemblée nationale et leur impact sur la vie des citoyens.

Parmi les sujets abordés, la pénurie d'eau à Akpakpa a retenu l'attention. Le parlementaire a annoncé la construction d'un nouvel ouvrage destiné à atténuer les difficultés d'approvisionnement en eau potable dans cette localité. « Cet investissement est une réponse concrète aux attentes de nos populations », a-t-il affirmé.

Interrogé sur le procès en cours concernant un présumé complot contre l'autorité de l'État, Honoré GUIGUI a insisté sur l'importance du respect des institutions et du bon déroulement de la justice. « La démocratie repose sur des principes fondamentaux que nous devons tous préserver », a-t-il souligné.

En somme, l'entretien a permis de mieux comprendre la vision du député et les actions engagées pour améliorer le quotidien des citoyens.

Emeric Joël ALLAGBE

FLAMBÉE DES PRIX DU TISSU WEMEXWE 2025

Antoine BONOU appelle à l'unité et à la mobilisation

Face à l'augmentation jugée excessive du prix du tissu officiel de Wemexwe 2025, Antoine BONOU, coordonnateur de l'événement, lance un appel à la solidarité. Il invite tous les fils et filles de la Vallée qui n'ont pas pu se procurer le tissu de cette édition à porter ceux des années précédentes afin de célébrer ensemble cette fête emblématique.

Encourageant une mobilisation générale aux Aguégués, il rappelle que l'esprit de WEMEXWE repose avant tout sur l'unité et le partage. Profitant de l'occasion, il a exprimé sa gratitude envers le président Patrice Talon pour la réalisation de la voie d'accès facilitant l'accès au site des festivités.

EJA

FLAMBÉE DES PRIX DU TISSU WEMEXWE 2025

La HDP échange avec les opérateurs économiques, agriculteurs, artisans et cadres de Bantè

Après une première rencontre avec les membres de la section communale de l'Union Progressiste le Renouveau à Bantè, la délégation de la Haute Direction Politique, conduite par le Président Joseph Fifamin DJOGBÉNOU, a poursuivi sa tournée le 9 février dernier. Elle a échangé avec les opérateurs économiques, les producteurs agricoles, les artisans ainsi que les cadres de la commune, tous des militants actifs et engagés au sein du parti.

Cette rencontre a permis d'aborder les défis économiques et sociaux auxquels ces acteurs sont confrontés, tout en recueillant leurs attentes vis-à-vis du parti. Le Président Joseph Fifamin DJOGBÉNOU a salué leur dynamisme, réaffirmé l'engagement de l'Union Progressiste le Renouveau pour un développement durable de Bantè, et présenté les actions concrètes entreprises par le gouvernement en faveur de leurs secteurs d'activité. En écho aux préoccupations soulevées, il a réaffirmé que « l'Union Progressiste le Renouveau est votre messager auprès du Gouvernement », avant d'encourager ces forces vives à devenir, à leur tour, des messagers de l'Union Progressiste le Renouveau à travers toute la commune de Bantè

.

Ce moment d'échange ne marque que le début d'une collaboration plus étroite avec les forces vives de Bantè. La commune, résolument tournée vers l'avenir, affiche sa volonté de renforcer ses liens avec l'Union Progressiste le Renouveau pour relever ensemble les défis du développement local et consolider l'ancrage du parti sur le territoire.

DirCom UP le Renouveau

EMERIC Production

Nous sommes une
Entreprise de communication

NOS SERVICES

- Assistance en communication
- Evénementiel
- Hygiéne et sécurité de l'environnement
- Commerce Général et Divers
- Hôtellerie - Restauration - Tourisme
- Matériels et consommables informatiques
- Fournitures et mobiliers de bureaux
- Batiments et Travaux Publics
- Ingénierie informatique et télécoms
- Entretien et nettoyage
- Vidéo surveillance et réseaux électriques

CE QUI NOUS REND UNIQUE

Nous plaçons vos besoins au cœur de nos priorités, notre entreprise allie expertise, innovation et professionnalisme pour vous offrir des solutions sur mesure. Avec un engagement indéfectible envers la qualité et la satisfaction client, nous sommes votre partenaire idéal pour concrétiser vos projets avec succès et sérénité. Faites confiance à une équipe dynamique qui s'efforce de dépasser vos attentes à chaque étape.

Porto-Novo, Djassin Houinvié - Tokpota - Dowa

+229 01 98 90 46 40 / 01 55 49 99 99

+229 01 95 53 43 95 / 01 55 50 07 07

LE BÉNIN ACCUEILLE LE SEABOURN SOJOURN

Une destination touristique en pleine expansion pour les croisières

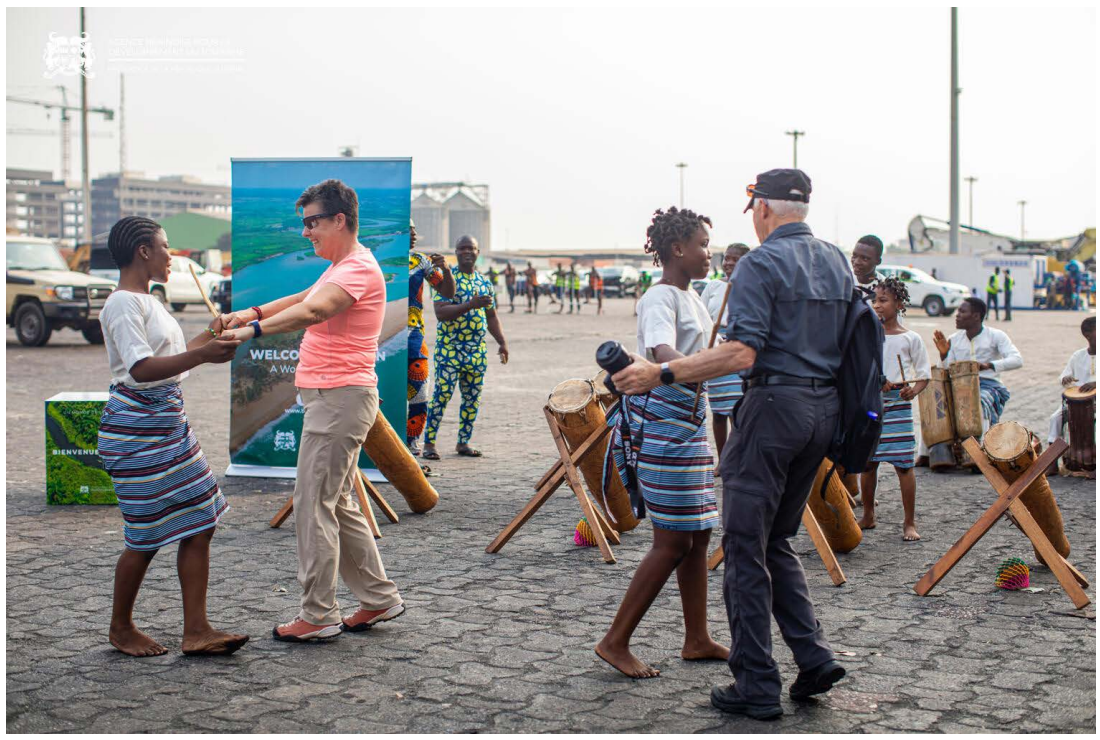
Le Bénin a accueilli ce dimanche 9 février 2025 le navire Seabourn Sojourn, renforçant ainsi sa position en tant que nouvelle destination incontournable pour le tourisme de croisière en Afrique de l'Ouest. Cette escale reflète le développement de l'offre touristique du pays, qui attire de plus en plus de croisiéristes en quête d'authenticité et de découvertes. Le navire, en provenance de Cape Town, a fait escale à Cotonou pour une journée de visites qui a permis aux passagers de découvrir une sélection de sites emblématiques du pays au sein de la capitale économique et également à Ouidah, Porto-Novo et Ganvié.

Une escale mémorable au Bénin pour les passagers du Seabourn Sojourn

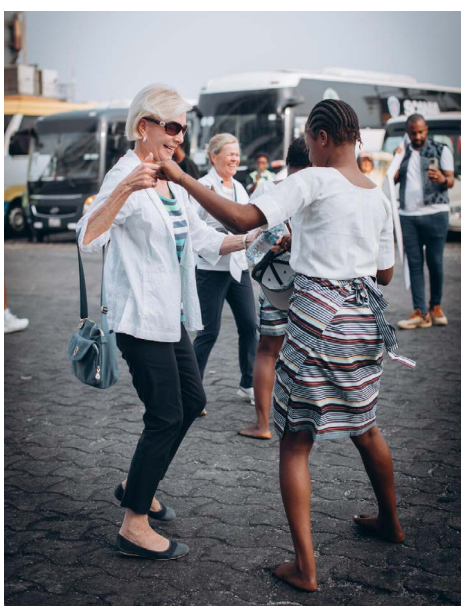
Le Seabourn Sojourn est un navire de croisière de luxe lancé en 2010, conçu pour offrir une expérience confortable et personnalisée à ses passagers. Avec une capacité d'environ 458 personnes, ce navire, d'une longueur de 198 mètres et d'une largeur de 25 mètres, dispose de 11 ponts et de 225 suites. Dans le cadre d'une croisière de 22 nuits à travers l'Afrique, le Seabourn Sojourn a effectué une escale au Bénin, ajoutant ainsi le pays à son itinéraire. Cette étape s'inscrit dans un parcours qui inclut également d'autres escales en Afrique de l'Ouest. L'escale a permis aux passagers de visiter des sites incontournables tels que Cotonou, Ouidah, Porto-Novo et Ganvié, offrant une immersion unique dans le patrimoine touristique béninois.

Le Bénin, le nouveau joyau du tourisme en Afrique

L'arrivée du Seabourn Sojourn à Cotonou s'inscrit dans une dynamique de diversification et de transformation du secteur touristique béninois. Elle souligne l'intérêt croissant des acteurs internationaux du tourisme pour le pays, qui attire de plus en plus de voyageurs en quête de nouvelles expériences. En développant son offre de croisières, le Bénin se positionne comme une destination privilégiée pour les croisiéristes en Afrique de l'Ouest.



Sindé CHEKETE, Directeur Général de Bénin Tourisme, déclare : « Au Bénin, notre objectif est d'offrir une expérience unique aux passagers de croisières en mettant en avant la richesse de notre patrimoine et de nos sites exceptionnels. L'arrivée du Seabourn Sojourn a été une belle opportunité de démontrer notre capacité à accueillir des navires de prestige et à répondre aux attentes d'un public international en quête d'authenticité. Nous saluons la mobilisation du Port Autonome de Cotonou, du SAMU et de l'ensemble des acteurs mobilisés pour la réussite de cette opération ».



L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITE PARAISSANT AU BENIN

Nous sommes votre partenaire incontournable pour rester informés. Avec des parutions quotidiennes du lundi au vendredi, nous couvrons tous les sujets qui comptent. Nos articles, rédigés avec rigueur et passion, sont pensés pour éclairer, inspirer et susciter le débat.

www.lemblemedujour.com

Porto-Novo, Djassin Houinvié

+229 01 98 90 46 40 / 01 95 53 43 95

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITE PARAISSANT AU BENIN

MALI

Une attaque dans le Nord fait 25 morts

L'Arabie saoudite a mis en place de nouvelles réglementations en matière de visas concernant les voyageurs de 14 pays, les limitant à des visas à entrée unique valables 30 jours sans possibilité de prolongation.

Les changements s'appliquent aux touristes, aux voyageurs d'affaires et aux personnes rendant visite à des membres de leur famille, mais excluent ceux qui demandent un visa pour le Hajj, la Omra, un visa diplomatique ou un visa de résidence.

Les pays touchés sont l'Algérie, le Bangladesh, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, la Jordanie, le Maroc, le Nigéria, le Pakistan, le Soudan, la Tunisie et le Yémen.

Les autorités saoudiennes ont invoqué l'utilisation abusive de visas à entrées multiples comme principale raison du changement de politique. Les autorités ont signalé que certains voyageurs utilisaient des visas de longue durée pour séjourner illégalement dans le pays ou pour participer au pèlerinage à la Mecque sans autorisation appropriée.

Le gouvernement a souligné la nécessité de réguler la participation au Hajj par le biais d'un système de quotas fixes par pays. Les pèlerins non autorisés ont contribué à la surpopulation et aux défis logistiques pendant le pèlerinage religieux, la situation ayant atteint un point critique en 2024, lorsque plus de 1 200 pèlerins sont morts à cause de la chaleur extrême et de la congestion, aggravée par les participants non enregistrés.

Les autorités saoudiennes ont décrit la suspension des visas à entrées multiples comme une mesure temporaire, mais aucun calendrier précis n'a été fourni pour son examen. Le gouvernement prévoit d'évaluer l'impact de la nouvelle réglementation avant de décider de toute autre mesure.

Les voyageurs en provenance des pays concernés sont invités à demander leur visa à entrée unique bien à l'avance et à se conformer strictement aux nouvelles règles pour éviter des pénalités ou des perturbations dans leurs projets de voyage.

Le ministère des Affaires étrangères a appelé au respect des directives mises à jour et a encouragé les voyageurs à rester informés via les canaux officiels du gouvernement.

RDC

La sortie de crise par le dialogue semble encore lointaine

Lors du sommet des chefs d'Etat, ce samedi en Tanzanie, les dirigeants de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) et de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC) ont appelé à un cessez-le-feu immédiat et un arrêt des combats. Ils ont également demandé des mesures permettant la livraison de l'aide humanitaire aux personnes dans le besoin, ainsi que la réouverture de l'aéroport de Goma.

Jean Chrysostome Kijana, de la Nouvelle dynamique dela société civile, a fait le déplacement en Tanzanie pour participer à ce sommet. Il se montre sceptique face aux résolutions qui ont été prises à Dar es Salam. Pour lui, il aurait fallu mettre en place une force contraignante et un mécanisme de vérification en cas de non-respect ou de violation du cessez-le-feu.

"Nous aurions souhaité que ce sommet puisse aller au-delà des simples déclarations, parce que quand vous analysez bien, lorsqu'on annonce la cessation immédiate des hostilités, qui a la responsabilité de veiller sur l'effectivité de ce cessez-le-feu ? Lorsqu'on parle de la reprise des activités de l'aéroport de Goma, cette reprise va se passer sous quelle autorité ? Est-ce que c'est toujours sous l'autorité de la rébellion du M23 ou ce sera sous l'autorité de l'Etat congolais ? Donc il y a un peu de flou autour de ces déclarations qui nous laissent perplexes", estime ce membre de la société civile.

Que demande le M23?

Le M23 n'était pas présent à Dar es Salam ce week-end. Kinshasa a toujours refusé de négocier avec ceux qu'ils qualifient de terroristes et de supplétifs du Rwanda. De son côté, Kigali exige que la RDC discute d'abord avec le M23, mais les revendications de ce groupe armé restent encore floues.

Le politologue Christian Moleka rappelle que le M23 n'a jamais eu beaucoup de revendications politiques. Ce n'est que depuis la fusion avec l'Alliance Fleuve Congo de Corneille Nangaa, la branche politique du M23, que ces questions ont pris le premier plan.

"Il est très probable que dans le format AFC/M23, on puisse avoir des revendications à caractère politique comme la forme fédérale de l'Etat, la non-modification de la Constitution, éventuellement la problématique des élections", estime Christian Moleka.

"Et les questions économiques ont toujours été insidieuses, notamment les questions de commerce transfrontalier, même si ce sont des questions qui reviennent tout le temps dans l'agenda du Rwanda, des questions liées à l'intégration économique régionale."

Au niveau sécuritaire, Kinshasa a déjà refusé, sur la base d'une résolution votée au parlement, toute intégration des éléments venant des groupes armés, ajoute Christian Moleka.

" Kinshasa s'oppose jusque-là à toute forme d'intégration des éléments des groupes armés dans l'armée. Deuxièmement, il y a dans les éléments avancés par le M23, la gestion administrative des zones militaires de l'Est notamment et ça, Kinshasa ne le tolère pas et trouve que ce serait ouvrir la porte à la balkanisation, mais aussi, ce serait donner la chance au M23 d'avoir une possibilité de base arrière vis-à-vis du Rwanda. Celui-ci aurait alors une influence militaire, économique voire politique qui réduirait le leadership de Kinshasa dans cette région", assure le politologue.

Dans ces conditions, un dialogue est-il encore envisageable ?

Pour le politologue Jean-Claude Mputu, il faut certes dialoguer, mais cela ne servira à rien tant que les problèmes de fond n'auront pas été réglés.

"D'une certaine manière, Kinshasa ouvre la porte à ces négociations parce qu'ils parlent de négociation dans le cadre du processus de Nairobi. Et on ne voit pas, dans cet état des choses, quelles solutions trouver. Est-ce que cela voudra dire qu'aussi bien Kinshasa que le M23/Kigali veulent absolument une solution non armée, qui semble inévitable, sinon on va continuer à faire souffrir la population congolaise inutilement ? Donc, là se trouve véritablement le problème et un des acteurs doit évoluer", estime Jean-Claude Mputu.

Une accalmie est observée depuis ce 9 février dans laprovince voisine du Sud-Kivu, dans le conflit qui oppose le M23 et ses alliés rwandais aux forces congolaises, alors que le M23 progresse en direction de la ville de Bukavu.

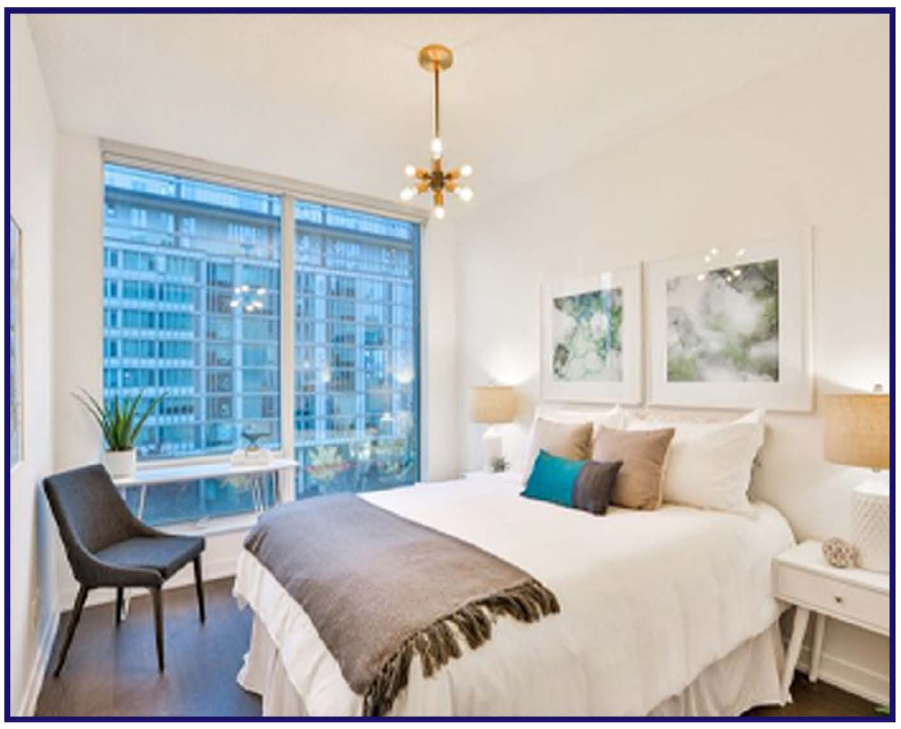
EMERIC Production

ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE

☎ 98904640 / 44904640

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS

EMERIC Production

FENOU GUEST HOUSE

APPARTEMENTS & CHAMBRES MEUBLÉS

☎ 98904640 / 44904640

Porto-Novo, Djassin Houinvié - Tokpota - Dowa

+229 01 98 90 46 40 / 01 55 49 99 99

+229 01 95 53 43 95 / 01 55 50 07 07